



Juger les crimes internationaux

Dialogues entre juges, artistes, universitaires et futurs praticiens

Ecole nationale de la magistrature, 10 rue des Frères Bonie, Bordeaux.

19 novembre 2019

Grand Amphithéâtre

En s'appuyant sur les œuvres exposées au sein de l'ENM et sur l'expérience d'un procès conduit à la Cour pénale internationale (CPI), praticiens du droit, magistrats, futurs magistrats de France et d'Europe, sociologues et artistes s'interrogent sur la fonction de juger au sein de juridictions pénales internationales. Les interventions et la réflexion avec le public partiront des pièces réunies et exposées à l'ENM de Bordeaux dans le cadre de l'exposition « Juger Créer, Regards sur la Cour pénale internationale », présentée en novembre 2019 sur le site bordelais de l'école (et ouvert à la visite exceptionnellement jusqu'à 22h).

17h15 : **Allocutions d'ouverture**

Table rondes 17h30 - 19h15

Modérateur : Joël Hubrecht, Responsable du Programme Justice pénale internationale et de transition de l'Institut des hautes études sur la justice (Paris)

Marie Regnier-Pellat, Magistrat, chargée de mission « justice pénale internationale » auprès du directeur des affaires juridiques du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Zérane S. Girardeau, Directrice artistique, fondatrice du projet « « Déflagrations : Dessins d'enfants, guerres d'adultes »

Marie Compère, Magistrat - Département international de l'Ecole nationale de la magistrature

Julien Seroussi, Sociologue, analyste auprès de la CPI de 2009 à 2012, co-auteur du dispositif « Muzungu »

Franck Leibovici, Artiste et poète, co-auteur du dispositif « Muzungu »

Les intervenants s'exprimeront en français. Une traduction en anglais à l'adresse du public anglophone est prévue. Le colloque est gratuit. **L'exposition sera ouverte jusqu'à 22h.**

Comité scientifique : Ecole nationale de la Magistrature ; ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ; ministère de la Justice ; Institut des hautes études sur la justice

Manifestation organisée avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice

